



Montreuil Anticapitaliste et Solidaire



Les candidats de la liste

- 1 - COTTEREAU ALINE
- 2 - MAILLOUX FRANCOIS
- 3 - MONFLEUR CAROLE
- 4 - SPEELMAN FREDERIC
- 5 - BRASSIE VIVIANE
- 6 - BURNEL FREDERIC
- 7 - BOJARSKI CAROLINE
- 8 - LEGER SYLVAIN
- 9 - CREAC'H GAELE
- 10 - BEUZELIN JEROME
- 11 - EL AYEBA ALISSA
- 12 - PINAULT PATRICK
- 13 - GIUDICELLI VANINA
- 14 - COSTES PIERRE
- 15 - GOIN CATHERINE
- 16 - DOUSSINEAU DAMIEN
- 17 - GOUDAL NATACHA
- 18 - MALEWSKI JAN
- 19 - GRANDJEAN MYRIAM
- 20 - VILLAUME NICOLAS
- 21 - LESBEC ESTELLE
- 22 - HERVE FREDERIC
- 23 - DELAY-ARTOUS CECILE
- 24 - ZALAMBANI LAURENT
- 25 - BOMBARDI MURIEL
- 26 - BRIGANTI MICHEL
- 27 - LEMARQUIS DANIELLE
- 28 - EL AYEBA ISMAEL
- 29 - KASSAB ALIA
- 30 - DERID EMMANUEL
- 31 - FILIPPI SARAH
- 32 - BRAIBANT GAEL
- 33 - MEYER SARAH
- 34 - HYVAERT ERWAN
- 35 - HERSENT LUCILLE
- 36 - GODEAU XAVIER
- 37 - MANIVANH SHALLY
- 38 - MARTIN ALEXIS
- 39 - LAGUILLAUMIE JULIA
- 40 - NAUDET JEAN-FRANCOIS
- 41 - VALLET-PAPATHEODOROU NATHALIE
- 42 - BRAUSSAUD LAURENT
- 43 - VIEZ MICHELE
- 44 - NININ MATHIEU
- 45 - THOMAS SYLVIE
- 46 - MICHELETTA CYRILLE
- 47 - RODRIGUES CATHERINE
- 48 - VINCENT STEPHANE
- 49 - PERALES SANDRINE
- 50 - CLARVET GEORGES
- 51 - THENIER CHARLOTTE
- 52 - ZIMMERMANN SERGE
- 53 - GUICHARD AGNES
- 54 - ROUSSET PIERRE
- 55 - BOUTJAMA FABIENNE

Une liste combative et solidaire contre l'austérité

Ces élections municipales ne changeront pas le monde. Mais elles seront l'occasion de dire notre rejet des politiques d'austérité menées par la gauche libérale, le Parti socialiste et Europe Écologie/Les Verts, depuis l'élection de François Hollande à la présidence de la République. Politique qui s'inscrit dans la continuité du gouvernement Sarkozy.

Notre liste, *Montreuil anticapitaliste et solidaire*, veut vous permettre d'exprimer clairement et sans ambiguïté votre opposition à ce gouvernement au service des patrons et des banques. Exprimer aussi votre conviction qu'une autre politique, défendant les intérêts des travailleurs, des travailleuses et de la population, est possible.

Cette liste est constituée de femmes et d'hommes engagé-e-s dans la lutte sociale. Nous agissons sur le front syndical. Nous œuvrons dans des associations. Nous participons à des collectifs. Nous

sommes cependant différent-e-s les un-e-s des autres : anticapitalistes, libertaires, écologistes, décroissants, simples citoyens, etc. Aujourd'hui, nous nous retrouvons. Car nous sommes animé-e-s d'une volonté d'agir ensemble dans la commune.

La municipalité sortante s'inscrit dans la majorité au pouvoir aujourd'hui et dans la même logique. Lors de son mandat, elle n'a pas répondu aux besoins de la population, que ce soit dans le domaine de la santé, du logement ou de la petite enfance, en passant par la culture. La multitude des listes à gauche relève plus, malheureusement, des ambitions individuelles que de projets politiques en rupture avec l'existant et le passé. Bien des candidats qui se prétendent contre le cumul des mandats sont déjà élus : R. Hammad est député, P. Bessac est conseiller régional. D'autres ont géré la ville (Brard, Viprey). Les deux conseillers généraux PCF de Montreuil, soutien de Bessac, ont voté au département les hausses d'impôt de 6 %, en solidarité avec le PS !

Notre liste, *Montreuil anticapitaliste et solidaire*, annonce clairement qu'elle refuse tout « arrangement électoral » avec le PS au premier comme au second tour !

Montreuil anticapitaliste et solidaire défend une ville qui refuse le climat ambiant raciste et réactionnaire, le délire sécuritaire. Une ville qui refuse la précarité à

commencer chez ses employé-e-s, qui luttent aux côtés des salarié-e-s et des habitant-e-s contre les licenciements. Une ville qui tourne le dos aux projets inutiles et destructeurs comme le pseudo éco-quartier de la municipalité sortante. La solidarité, c'est d'abord remettre en place des services publics, un service public de la petite enfance et du quatrième âge notamment. C'est permettre un accès des services de la ville, transports et commerces, aux handicapé-e-s. C'est aussi lutter, tous ensemble, contre les violences faites aux femmes, aux jeunes rejeté-e-s de leur famille pour leur sexualité, permettre à tous les Montreuillois-e-s de se soigner, de pouvoir voter quelle que soit leur origine.

Une ville solidaire et donc démocratique, pour en finir avec l'opacité des attributions de logements, des projets culturels décidés par quelques-un-e-s pour toutes et tous. Les quartiers doivent pouvoir choisir, décider et avoir leur propre projet et donc leur propre budget.

Vous trouverez dans ce document les principaux axes de notre campagne. Cette politique, c'est celle que nous avons défendue ces dernières années au quotidien et que nous continuerons à porter après les élections. Nous vous invitons toutes et tous à nous rejoindre, à participer à notre combat contre les politiques menées à Montreuil comme à l'Elysée.

Nous contacter :

Site internet : <http://anticapitalistesolidaire.wordpress.com/>

Courriel : anticapitalistesolidaire@laposte.net

Facebook : <http://www.facebook.com/anticapitalistesolidaire>

Démocratie, Autogestion, Action des habitants

Notre liste *Montreuil anticapitaliste et solidaire* (MAS) entend promouvoir une véritable démocratie de proximité et agir contre toutes les formes de dominations. Pour cela, il faut sortir des actuels conseils municipaux, qui ne sont que des chambres d'enregistrement. La liste MAS propose de donner aux quartiers l'élaboration et le contrôle démocratique de toutes les orientations de la commune. Les élu-e-s ne sont pas des décideurs mais des personnes mandatées à la proportionnelle, révocables et sans cumuls de mandats. C'est ainsi qu'ils seront au service de la population.

Les assemblées de quartier pourront créer des commissions thématiques pour gérer et se coordonner entre elles. Tous les aspects de la vie sociale, écologique et économique y seront discutés et mis en œuvre collectivement. Toutes les décisions sur l'impôt, le logement, l'emploi, les équipements seront soumis à la discussion. Tous les habitants, jeunes, femmes, immigré-e-s, retraité-e-s, prendront part au processus, proposeront des sujets de débats, discuteront des enjeux, et analyseront l'impact des actions sur la commune. Pour

que la démocratie soit réelle, nous exigeons le droit de vote pour tous les résident-e-s, quelle que soit leur nationalité, comme nous exigeons la régularisation de tous les sans-papiers.

L'ensemble des tâches sera redéfini de façon à mêler : missions de conception, de décision, d'exécution. Ni le marché inégalitaire, ni les experts autoritaires ne décideront pour nous. Débarrassons-nous de ces experts, et de leur dédain social.

Les communes voisines coopéreront entre elles. Cette solidarité entre les villes approfondira notre réflexion, en lieu et place de ces regroupements de municipalités comme Est-Ensemble ou le futur Grand Paris. Ces structures gigantesques éloignent la population des décisions importantes concernant les politiques sociales, urbaines, de transports, d'équipements...

Nous exigerons les conditions de maîtrise de notre ville, et de nos vies. Nous favoriserons les pratiques d'au-

tonomie et d'expérimentation : coopératives, associations et réseaux luttant contre toutes les formes de discrimination (sexisme, homophobie, racisme), les réseaux de trocs, AMAP, les jardins partagés, les systèmes d'échanges locaux, les collecterries, les échanges de services et de savoirs. Nous soutiendrons les pratiques collectives et associatives, les coordinations de santé et d'éducation.

Soyons réalistes, mettons en œuvre une utopie apte à secouer les

consciences, à modifier les comportements si bien ancrés et à susciter l'enthousiasme, pour sortir du Moyen Age capitaliste, patriarcal et productiviste. Nous proposons d'expérimenter une commune autogestionnaire, égalitaire, solidaire et écologique : repolitisons notre ville, faisons avancer les conquêtes sociales. Il faut nous réapproprier nos choix de vie, pour construire notre autonomie.

Des logements sociaux

La ville de Montreuil possède un parc d'environ 12 000 logements sociaux, qui sont presque tous habités. De nouveaux logements ont été construits ces dernières années – souvent de grosses opérations ponctuelles – mais en nombre insuffisant. Très peu ont été réhabilités, ce qui suscite le mécontentement des locataires qui voient leurs lieux de vie se dégrader. Au jour d'aujourd'hui, il reste environ 6 000 foyers en attente d'un logement social. Et les années passées à patienter s'étirent en longueur car les bénéficiaires de logements sociaux ne quittent plus leurs appartements comme par le passé. Le logement social n'est plus une passerelle vers un avenir meilleur : il est devenu une fatalité. Les sans-domiciles sont toujours soumis à des systèmes d'hébergement insuffisants et de courte durée. Et la loi Droit au logement opposable (DALO) n'est pas appliquée. On ne tient pas compte non plus de la loi pour les réquisitions d'immeubles et de logements vides. Enfin, la décentralisation se poursuit mais s'accompagne paradoxalement de coupes claires dans l'argent versé par l'Etat aux communes.

La gentrification, qui consiste à remplacer les populations pauvres par des populations riches, est le fruit d'une volonté politique et non un phénomène inéluctable : d'abord sont construites des infrastructures valorisant le quartier (école Microsoft, école piscine...), puis s'ensuivent de grosses opérations immobilières destinées à attirer les nantis. Les autres propriétaires, voyant leur quartier revalorisé, augmentent les loyers et les charges. Les familles modestes n'ont plus guère d'autre choix que de partir... Une manière de faire honteuse.

Les municipalités, toutefois, ne sont pas sans moyens si elles décident d'affronter les bailleurs de fonds et l'Etat, en prenant appui sur la population. C'est toute la logique de la spéculation et du profit qui domine dans l'immobilier. Il faut oser la remettre radicalement en question.

LA LISTE MONTREUIL ANTICAPITALISTE ET SOLIDAIRE SE BATTRA AUX CÔTÉS DES HABITANTS POUR :

- que soient construits des logements avec des loyers accessibles à tous et pour empêcher que des terrains municipaux ne soient vendus aux spéculateurs immobiliers ;
- la préemption par la commune des terrains, immeubles, logements appropriés pour y construire des habitations et équipements sociaux ;
- la baisse et le plafonnement des loyers ;
- le recensement puis la réquisition des immeubles (publics et privés) et logements vacants pour y installer les habitant-e-s en souffrance ;
- l'arrêt des expulsions sans relogement là où les résidents le désirent, l'interdiction des coupures d'eau, de gaz ou d'électricité ;
- la priorité à la construction ou à la rénovation écologique pour limiter la consommation d'énergie et faire baisser les dépenses de chauffage à la charge des locataires ;
- l'expropriation des marchands de sommeil et la récupération de leurs logements ;
- la transparence dans l'attribution des logements sociaux. Il faut publier une liste des logements vacants et mettre en place des barèmes objectifs pour évaluer les dossiers de candidature. Il existe un système de points attribués aux demandeurs en fonction de leurs revenus, de leur statut professionnel, de leur situation familiale et de l'ancienneté de leur demande.



A quoi sert la déferlante raciste et xénophobe actuelle, sinon à opposer entre elles des populations qui ont pourtant des intérêts communs !

Les immigré-e-s chassé-e-s de leurs pays par la guerre, la misère, la violence ne sont en rien responsables de la crise qui mine la société. Ils et elles n'exploitent pas, ne licencient pas, ne spéculent pas ! Comme d'autres avant, ils et elles arrivent en France dans de tristes conditions avec l'espoir d'y jouir d'une vie meilleure.

S'ils logent dans des camps ou des squats, s'ils sont contraints au travail au noir ou à la mendicité, c'est que toute autre solution leur est interdite. C'est comme ça que dans la sixième économie de la planète, un enfant rom de 8 ans peut mourir brûlé vive dans un bidonville !

Mais alors qu'on créé un visa pour les entrepreneurs, on maintient les étrangers pauvres dans la clandestinité, on les expulse à tour de bras, et les employeurs de sans-papiers, eux, ne sont jamais sanctionnés.

Dans une soi-disant grande démocratie, les promesses électorales ne sont jamais tenues et nombre d'habitant-e-s ne pourront jamais voter parce qu'étranger-e-s. D'autres poisons de division sont également semés lorsque des lois et décrets stigmatisent le mode de vie des populations musulmanes. C'est

Une ville fraternelle et solidaire contre toutes les discriminations

ainsi qu'on répand le racisme, qu'on justifie la discrimination, la méfiance entre voisin-e-s.

Toute cette politique entrave le combat commun contre toutes les violences, racistes, sexistes et homophobes. Pour les faire disparaître, une municipalité qui se respecte devrait se mettre au service de la régularisation des sans-papiers, de la défense des minorités. A long terme, il nous faut construire dès le plus jeune âge une éducation égalitaire, anti-raciste et non sexiste qui permette à chacun-e de s'épanouir et de vivre librement ses choix de vie.

DES ÉLUÉS ANTICAPITALISTES SERONT :

- activement au côté de tous les « damné-e-s de la Terre », quelles que soient la couleur de leur peau ou leur religion ;
- solidaires des Roms, dont il devient banal, y compris à « gauche », de nier la simple humanité ;
- avec le peuple palestinien dans la conquête de ses droits nationaux. Ils développeront à l'échelle municipale les actions BDS (boycott-désinvestissement-sanctions) contre la colonisation israélienne ;
- du côté des minorités, contre toutes les discriminations basées sur la religion, le mode de vie ou l'orientation sexuelle ;

- actifs pour une éducation populaire permettant de faire reculer le racisme, l'antisémitisme, le sexisme et l'homophobie ;
- pour des lieux d'accueil en soutien aux personnes ayant subi des violences homophobes.



Urgences crèches

La situation des jeunes parents est catastrophique à Montreuil. Lorsque l'on attend un enfant dans cette ville, il n'y a quasiment aucune chance de trouver un mode de garde collectif et public. Alors que de l'autre côté du périph certains arrondissements ont un taux de couverture de 80 %, celui de Montreuil est à 26 %. La crèche publique est pourtant et de loin le meilleur mode de garde pour les bébés et devrait être un service public national. En attendant, la ville de Montreuil ne peut rester dans cette situation. D'autant qu'il faut y ajouter les mauvaises conditions de travail des employé-e-s, un taux d'encadrement des enfants très insatisfaisant et l'opacité des attributions des places.

LA LISTE ANTICAPITALISTE ET SOLIDAIRE S'ENGAGE POUR :

- Une création massive de crèches publiques et collectives dans chaque quartier ;
- avec un taux d'encadrement d'une assistante maternelle pour 6 enfants et des éducateurs dans chaque site.

Des transports publics gratuits et de qualité

Avec 27 % des émissions de CO2, les transports sont parmi les premiers contributeurs de gaz à effet de serre qui participent à l'accélération du changement climatique. Il faut donc réduire drastiquement l'utilisation des déplacements motorisés des personnes et des marchandises.

Les études sont formelles : pour inciter les usagers à prendre les transports en commun et diminuer l'impact de la voiture individuelle, la gratuité est nécessaire. Cette mesure sociale, écologique et de santé publique est réalisable, même dans le cadre budgétaire actuel des collectivités locales qui mobilisent pour la voiture de 80 à 90% des budgets consacrés aux déplacements. La part de financement provenant du versement transport des voyageurs est de 30 % dans le budget de fonctionnement des transports en commun en 2012 pour l'IDF. Une réorientation des crédits alloués aux transports individuels financerait la gratuité des transports publics. Les villes françaises qui la pratiquent depuis des années prouvent que ce n'est pas une utopie, mais une mesure de justice sociale, écologique et de partage convivial d'un bien commun.

L'organisation des transports collectifs gratuits doit se faire dans le cadre d'un service public autogéré associant travailleurs et usagers pour répondre à la demande sociale.

En affirmant le principe de gratuité et en réduisant la place exorbitante de la voiture individuelle, désastreuse du point de vue de la santé publique et de l'effet de serre, cette mesure préfigure une autre société, un autre mode de vie, une ville conviviale pour le « bien vivre ».

LES ÉLU-E-S ANTICAPITALISTES ET SOLIDAIRES DÉFENDRONT COMME CHOIX :

- augmenter le versement transport payé par les entreprises de plus de 9 salariés ;
- transférer les sommes investies pour la voiture (routes, autoroutes, parkings) et celui de ses coûts externes considérables (le traitement du bruit, de la pollution, des accidents, de la congestion) sur les transports collectifs ;
- réorganiser l'espace (les services, repenser l'urbanisation...) car le rallongement des trajets domicile-travail et domicile-services (écoles, poste, commerces...) dû à l'étalement urbain dope l'utilisation de la voiture ;
- développer les transports collectifs publics là où ils sont insuffisants, en particulier dans le haut-Montreuil : réseau (prolongation de la ligne 9), plages horaires, fréquence, ponctualité, confort ;
- Sortir du tout voiture, pour des transports publics gratuits et de qualité.



L'eau c'est vital, donc c'est public !

Enjeu de la dernière campagne municipale, l'eau a coulé sous les ponts mais ce bien vital est toujours entre les mains de Veolia. Alors que la constitution d'Est Ensemble permettrait le passage en régie publique, que Paris venait de remunicipaliser son service public de l'eau, toutes les conditions étaient réunies pour cesser d'enrichir les actionnaires sur notre dos. Elu-e-s de droite, PS, une minorité du PCF se sont couché-e-s devant le marchand d'eau. Bien que la majorité municipale montreuilloise ait voté contre cette capitulation face à Veolia, son soutien à la mobilisation à laquelle nous avons participé a fait défaut. En attendant, le taux de profit de Veolia en région parisienne est de 60 %, et c'est nous qui

le payons. De plus, l'utilisation d'aluminium dans la production d'eau par ce géant industriel est remise en cause car dangereux à terme pour la santé. Il faut que cesse de suite ce contrat scandaleux.

LES ÉLU-E-S ANTICAPITALISTES ET SOLIDAIRES SE PRONONCERONT

- pour que les services de l'eau, des déchets et de l'assainissement deviennent de vrais services publics, contrôlés par la population ;
- pour le changement de tarification de l'eau. Plutôt que privilégier les gros consommateurs comme c'est le cas aujourd'hui, il faut garantir 40 litres d'eau par jour par personne et par foyer par la gratuité, et ensuite appliquer une tarification exponentielle afin de condamner le gâchis de cette ressource vitale.



Une école émancipatrice

Hollande candidat avait fait de l'éducation une priorité. Hollande président et son ministre Peillon emboîtent le pas à Sarkozy. Les créations de postes ne suffisent pas à rattraper les 80 000 suppressions de postes d'enseignants : partout les effectifs par classe augmentent ; les RASED («réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté» assurés par des professeur-e-s des écoles spécialisé-e-s) ne sont pas rétablis.

La loi dite de « refondation » de l'école ne rompt pas avec l'école profondément inégalitaire de Sarkozy. Seule innovation : la réforme des rythmes. Tous les acteurs de l'école se sont mobilisés contre cette réforme qui empire les conditions de travail et d'apprentissage. Les journées d'enseignement sont diminuées de seulement 45 minutes avec une demi-journée en plus. La confusion organisée entre le scolaire et le périscolaire, et les horaires variables d'un jour sur l'autre, perturbent les enfants. Le tout, sans moyens pérennes garantis

par l'Etat. Il est inacceptable que PS, Europe Ecologie/Les Verts, Front de gauche aient tous voté cette contre-réforme.

Le décret organise l'intrusion du pouvoir des communes dans les écoles. Il aboutit à une aggravation des inégalités : les enfants peuvent se voir proposer des activités culturelles ou sportives encadrées par du personnel formé ou pas, en nombre insuffisant la plupart du temps. Et quand les mairies ont débloqué des moyens humains, c'est de toute façon les lieux d'accueil et les moyens matériels qui sont déficients. Enfin, la gratuité des activités pour les parents n'est pas obligatoire !

D'ores et déjà, certaines communes font appel à des prestataires privés et associatifs en leur déléguant complètement l'organisation du temps périscolaire, quand d'autres choisissent d'en écarter les enfants dont les parents ne travaillent pas !

LA LISTE MONTREUIL ANTICAPITALISTE ET SOLIDAIRE VEUT :

- Lutter aux côtés des parents et des enseignants pour obtenir l'abrogation du décret

d'application sur les rythmes scolaires ;

- refuser d'appliquer la réforme à la rentrée 2014 et, si la lutte n'aboutit pas à l'abrogation du décret, nos élus, en soutien à la communauté éducative, désobéiraient ;
- disposer de plus de maîtres que de classes dans toutes les écoles pour permettre une autre pédagogie ;
- assurer le remplacement systématique des maîtres absents, la situation actuelle du remplacement dans le département étant intolérable ;
- former des maîtres spécialisés pour que les RASED aient les moyens de lutter contre les difficultés scolaires ;
- créer suffisamment d'écoles pour accueillir tous les enfants en âge d'être scolarisés et pour permettre la scolarisation précoce, dès deux ans, pour ceux qui le souhaitent.

A notre Santé !

Montreuil comme ailleurs sur le territoire, l'accès et le droit à la santé sont mis en péril.

L'Agence régionale de santé, mise en place sous Sarkozy mais dirigée par le socialiste Claude Evin, menace régulièrement l'hôpital de Montreuil et certains de ses services. En parallèle, la municipalité sortante a fermé le centre municipal de santé Voltaire dans un quartier où les généralistes partent ou sont saturés. Les quartiers du haut-Montreuil sont en pénurie eux aussi de médecins. Il faut lutter activement contre ces déserts médicaux.

LA LISTE ANTICAPITALISTE ET SOLIDAIRE S'ENGAGE POUR :

- l'ouverture d'un centre de santé par quartier et pour que toutes les spécialités soient accessibles à l'échelle de la ville ;
- le financement pérenne du CHI André-Grégoire. La fin de la tarification à l'acte, de la suppression des services, du rationnement des moyens de fonctionnement ;
- l'accès au soin doit être gratuit pour toutes et tous quelles que soient ses origines.

Féminisme, un combat permanent

Sur ce terrain, il existe toujours aujourd'hui des droits à défendre et bien d'autres à conquérir.

Le droit à l'avortement doit être protégé car nombre de structures disparaissent et les délais s'allongent rendant ce droit de moins en moins accessible. Ce droit doit évidemment s'accompagner par une réelle politique de développement de l'information et de l'accès à la contraception sur tous les terrains et notamment à l'école (sans parler d'une discussion sur l'éducation sexuelle qui y perdure comme dans la société). Mais aussi avec le soutien des associations qui travaillent sur le sujet comme le Planning familial qui voit régulièrement ses ressources et ces centres diminuer.

Et n'oublions pas qu'aujourd'hui en France, tous les deux jours et demie, une femme meurt de violence. Il s'agit aussi de lutter contre les violences faites aux femmes immigrées dans toutes les formes qu'elles peuvent prendre. Violences privées bien sûr, mais aussi publiques quand l'Etat leur refuse l'accès à une citoyenneté pleine et entière.

Le féminisme défend aussi l'autonomie des femmes, qui passe par un droit au travail trop souvent bafoué. Il faut donc lutter dans nos entreprises contre les discriminations. Que ce soit au plan des salaires, de la progression sociale, ou sur les temps partiels im-

posés. Cela implique aussi de laisser du « temps » aux femmes et donc le développement de structures d'accueil pour les enfants qui font cruellement défaut.

La création de crèches supplémentaires est une mesure urgente et pourquoi pas aussi au niveau des entreprises qui ont les moyens financiers.

Pour que les femmes puissent peser dans la vie publique et qu'elles puissent s'épanouir, la liste MAS soutien activement toutes les formes d'auto-organisation des femmes ainsi que leur lutte résolue contre toute attaque des droits acquis.

LA LISTE ANTICAPITALISTE ET SOLIDAIRE DÉFEND DONC :

- les actions de lutte contre les violences faites aux femmes ;
- le droit à la contraception et à l'avortement ;
- des moyens pour toutes les associations qui luttent sur ce terrain ;
- des crèches supplémentaires pour palier aux manques réels à ce sujet.

Transition écologique : vers une ville du « bien vivre »

L'augmentation du trafic automobile engendre une pollution atmosphérique et sonore, les bâtiments et les véhicules nécessitent des carburants fossiles pour se chauffer et fonctionner. Ils produisent des gaz à effet de serre, ils éloignent les habitations des zones d'activités créant un engorgement du trafic aux heures de pointe.

L'urbanisation et l'étalement urbain, la concentration de population, les déplacements, la production et la consommation d'énergie, l'occupation des sols, les logements, sont mis en cause dans le réchauffement climatique. Mais au lieu de relier les phénomènes en jeu aux modes de production, de consommation et d'échange, la démarche des décideurs, élus, concepteurs et bureaux d'études qui en dépendent, est d'imaginer des dispositifs compatibles avec les intérêts financiers.

C'est une belle aubaine pour les capitalistes des grands groupes en perpétuelle recherche de profits, toujours prêts à investir là où ça rapporte gros, qui ont tout de suite compris l'intérêt financier.

Si des initiatives locales de plus en plus nombreuses sont à saluer, car elles constituent un réservoir de solutions dans lesquelles il faudra puiser, elles ne peuvent à elles seules être une réponse suffisante à la globalité et l'importance de la crise écologique. La réponse adéquate ne peut pas être qu'individuelle.

Il est nécessaire de lier production et consommation. Il faut décider de la production en fonction des besoins sociaux et en tenant compte des limites naturelles de la planète.

Il est indispensable d'avoir une démarche écologique et autogestionnaire alimentée par les questions : quoi produire ? Comment ? Qui ? Pour qui ? Pour quoi ? Seule cette démarche permettra de résoudre les problèmes posés par l'urbanisation grandissante.

LES ÉLU-E-S ANTICAPITALISTES ET SOLIDAIRES PROPOSERONT DE :

- construire en hauteur plutôt qu'étaler la ville, et de construire des bâtiments producteurs d'énergie ;

- supprimer la pollution visuelle engendrée par les panneaux publicitaires, supprimer les publicités lumineuses la nuit ;
- stopper la pollution électromagnétique et revoir l'implantation des antennes relais et bornes wifi ;
- adapter les rues aux transports collectifs et au vélo ;
- développer des commerces de quartier et des moyens de livraison légers, développer des services de quartiers : dispensaires publics de santé, maisons de quartier, éducateurs de rue, crèches publiques et associatives ;
- utiliser les toitures pour produire de l'énergie solaire et éolienne ;
- stopper les projets inutiles et nuisibles comme le Grand-Paris, ou la destruction des murs à pêches, qui doivent être « sanctuarisés » ;
- réviser le PLU pour conquérir des terres pour l'agriculture vivrière, pour ouvrir des zones vertes en ville pour le jardinage, la biodiversité, les friches.

Culture : ni un privilège, ni une marchandise

Il faut imposer une autre politique, émancipatrice, respectueuse des diversités (de langues, de cultures, d'expressions, de formes et de supports artistiques), attentive aux conditions de travail des professionnel-le-s et soucieuse de permettre l'accès du plus grand nombre à la culture. Une politique culturelle est indissociable du combat pour le partage du temps de travail et l'éradication de la misère, de la précarité et du chômage.

Cette politique doit être transparente. Elle doit être rendue plus démocratique par la création de conseils décisionnaires composés de représentant-e-s des habitant-e-s, des associations, des professionnel-le-s de la culture, avec des budgets discutés et votés. Elle doit être féministe : il faut favoriser la présence des femmes dans les programmations des lieux culturels et artistiques municipaux ainsi que la parité à la tête des établissements culturels. L'espace public doit être libéré des pollutions publicitaires.

Il faut des moyens publics conséquents afin de rompre avec l'idéologie du mécénat et défendre l'éducation populaire. Nous affirmons la nécessité d'une pratique et d'un enseignement artistique et culturels égalitaires et de qualité dans les cursus scolaires.

En défendant les lieux de créations culturelles et artistiques non professionnels, les communes ne doivent pas pouvoir remplacer les spectacles des professionnel-le-s par le travail des amateurs en garantissant les rémunérations et l'accès à des lieux cul-

turels aux travailleurs professionnels.

Avec le Musée d'histoire vivante, Montreuil dispose depuis 1939 du seul musée d'histoire ouvrière et sociale de banlieue. Celui-ci est complètement invisible dans la politique culturelle de la ville. Il faut valoriser son fonds et ses collections.

L'enjeu du combat pour la défense du Méliès. Municipalisé par Jean-Pierre Brard en 2002 et attaqué par Dominique Voynet en 2012, malgré des combats actifs de la population, le cinéma de Montreuil lutte toujours pour son indépendance de cinéma art et essai de qualité. Quarante-six jours de grève, quatre membres de l'équipe écartés, des calomnies et menaces à tout-va, l'ouverture très incertaine du nouveau six salles, 40 % de baisse de la fréquentation : nous soutiendrons jusqu'au bout la lutte de l'équipe et des spectateurs qui se mobilisent !

LES ÉLU-E-S ANTICAPITALISTES ET SOLIDAIRES DÉFENDRONT :

- le principe de gratuité des conservatoires, musées, médiathèque, cours municipaux et infrastructures sportives ;
- la mise en place, sur le modèle de la loi obligeant à la réalisation d'un certain niveau de logements sociaux, d'une loi imposant un budget en faveur des lieux de création culturelle « amateurs ». De 1 à 5 %, par exemple, obligatoires dans chaque grande commune, dédiés à la création artistique non professionnelle.

Place à la jeunesse

Rien ou presque ne permet aux jeunes de s'en sortir sans l'aide de leurs familles, lorsque celles-ci en ont les moyens, pour accéder aux transports, au logement, à la culture, aux loisirs, à la santé, à la contraception ou aux moyens de protection... Lorsqu'elles ne sont pas fermées, la plupart des maisons de la culture et de la jeunesse, maisons de quartier, fonctionnent sans les moyens suffisants.

L'autonomie lorsqu'on est en formation, qu'on étudie ou qu'on commence à travailler, ce n'est pas pour maintenant ! En revanche, Hollande, qui disait vouloir faire de la jeunesse sa priorité, n'en finit pas de développer des dispositifs pour l'offrir en pâture aux entreprises.

Le gouvernement prétend que les dispositifs spéciaux permettront de faire reculer le chômage des jeunes. C'est faux : les stages, par exemple, représentent aujourd'hui l'équivalent de 100 000 emplois à temps plein. Huit jeunes sur dix sont embauchés en contrat dit « atypique ». Autant de vrais boulots qui sont ainsi remplacés ! La formation des jeunes aujourd'hui bénéficiera à toute la société demain. Il faut des moyens pour l'éducation

et les jeunes doivent pouvoir faire leurs choix d'études et de vie sans dépendre de leur famille ou d'un petit boulot. Il faut une allocation d'autonomie, à hauteur du SMIC, financée par des cotisations sociales. C'est la seule manière pour que les jeunes ne soient plus obligés d'accepter n'importe quel boulot indécent.

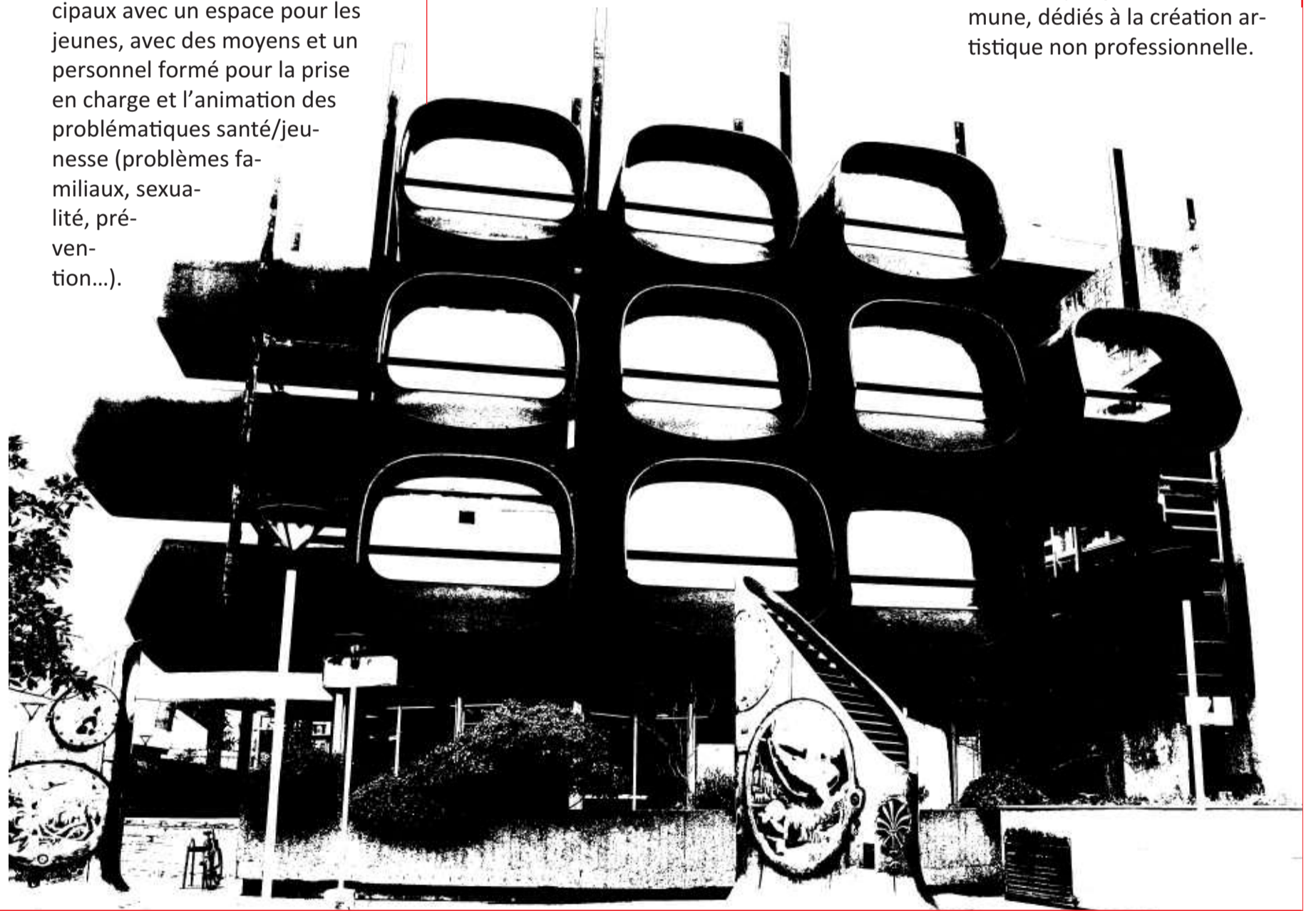
Les jeunes ne sont pas des sous-salariés, nous exigeons la rémunération des stagiaires et des apprentis au moins à 100 % du SMIC, l'interdiction de tous les emplois précaires et leur transformation en CDI à temps plein.

DES ÉLU-E-S ANTICAPITALISTES ET SOLIDAIRES DÉFENDRONT :

- les luttes de la jeunesse, des révoltes des quartiers populaires aux mouvements lycéens, comme à l'automne dernier contre les expulsions de sans-papiers scolarisés ;
- la fin de la répression, du harcèlement policier, des couvre-feux... La jeunesse doit au contraire être écoutée. Nos éluEs militent pour la reconnaissance du droit de grève dans les lycées et les universités et le droit de vote dès 16 ans, âge auquel on peut devenir salarié ou aller en prison ! ;
- Des lieux pour les jeunes dans les quartiers, gérés par eux-mêmes ; de même toutes les ac-

tivités proposées aux jeunes par une municipalité doivent encourager la prise d'autonomie, l'autogestion des idées et des budgets ;

- Des centres de santé municipaux avec un espace pour les jeunes, avec des moyens et un personnel formé pour la prise en charge et l'animation des problématiques santé/junesse (problèmes familiaux, sexualité, prévention...).



Sortir des griffes de l'austérité et de la finance !

Chômage (20 %), précarité, bas salaires affectent les ressources de la ville. La moitié des foyers montreuillois n'a pas les revenus suffisants pour payer l'impôt. Malgré exonérations et dégrèvements de taxes d'habitation, bien des habitant-e-s peinent à payer. Les besoins à l'inverse s'envolent. La charge de la dette municipale reste importante.

D'autres facteurs viennent aggraver la situation de la commune : - la baisse continue et aggravée de la dotation de l'Etat aux collectivités locales auxquelles il a transféré de nombreuses compétences : près de 1 milliard de moins pour les

communes dans le cadre de l'austérité PS/Verts chaque année jusqu'en 2017 ;

- le remplacement de la taxe professionnelle par la Contribution économique territoriale se traduit par une baisse des ressources collectées auprès des entreprises. Cette contribution allège la part due par les grandes entreprises et surchargent artisans et commerçants.

L'emploi dans les communes va être sérieusement menacé, faute de moyens. La tentation de « déléguer » au privé va s'en trouver renforcée alors que l'investissement tombera en panne, aggravant la crise nationale ; enfin, les secteurs du logement, de la santé, de l'éducation ne sortiront pas indemnes de cette crise financière. Moins de moyens donc face à des be-

soins en hausse en pleine crise sociale.

Pour financer toutes les mesures de notre programme, il n'y a pas de miracle. Un ensemble de dispositions doit être imposé : cesser de payer la soi-disant dette de l'Etat aux banquiers spéculateurs ; taxer réellement les plus riches au niveau réel de leurs revenus ; briser l'évasion fiscale ; diriger vers le salariat les revenus issus de son travail ; casser le chômage par le partage du travail entre tous et toutes... C'est à ces conditions que les collectivités disposeront des moyens de faire face à l'urgence sociale et écologique. Sans recourir à l'endettement auprès des financiers !

Car du fait de la libéralisation financière voulue par le PS et l'UMP, une

véritable banque publique de crédit aux collectivités n'existe pas. Villes, départements, hôpitaux sont obligés d'emprunter auprès des banques privées et des marchés financiers. Ceux-ci n'ont d'autres objectifs que de s'assurer un profit élevé. Plus que jamais, la création d'un monopole public financier garantirait l'accès à un crédit bon marché pour les collectivités locales qui en auraient vraiment besoin. Public, c'est-à-dire sous le contrôle des comités de citoyen-ne-s, des élu-e-s, des salariéEs du secteur... Monopole financier car la fixation d'un taux directeur d'intérêt doit émaner de la dé-

cision démocratique et non des marchés financiers.

DES ÉLUÉS ANTICAPITALISTES ET SOLIDAIRES :

- procéderont avec la population à un audit de la dette municipale et refuseront de payer les intérêts et le capital de la dette induite ;
- refuseront les délégations de services publics au privé et décideront la remunicipalisation et l'extension des services publics (eau, déchets...);
- se battront pour imposer la solidarité financière entre communes riches et pauvres.